

Myanmar - Birmanie

Chin Human Rights Organization (CHRO)

Il n'y a pas d'informations précises sur le nombre de peuples autochtones au Myanmar, en partie à cause d'un manque de compréhension du concept internationalement reconnu de peuples autochtones. Le gouvernement prétend que tous les citoyens du Myanmar sont « autochtones » (*taing-yin-tha*) et, sur cette base, rejette l'applicabilité de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) au Myanmar. Les militants des droits des peuples autochtones utilisent le terme birman *hta-nay-tain-yin-tha* pour décrire les peuples autochtones, sur la base de principes internationaux ; en utilisant les critères de non-dominance dans le contexte national, de continuité historique, de territoires ancestraux et d'auto-identification.¹

Le gouvernement reconnaît huit groupes ethniques comme races nationales ou *taung yin tha* : *Kachin, Karen, Karenni, Chin, Mon, Burman, Arakan* et *Shan*. Selon la loi sur la citoyenneté de 1982, les groupes ethniques présents dans la zone géographique actuelle du Myanmar depuis avant 1823 (le début de la première annexion britannique) sont considérés comme *taung yin tha*.² Cependant, il y a plus de groupes ethniques qui sont se considéraient ou se considéraient comme des peuples autochtones, comme les *Naga*, qui ne s'identifieraient à aucun de ces groupes.

Alors que la transition démocratique d'un gouvernement quasi-militaire à un gouvernement quasi-civil s'est déroulée pacifiquement et que les premiers signes de progression ont eu lieu via le développement ministériel axé sur les droits autochtones et le développement via le nouveau Ministère des Affaires ethniques, le sentiment écrasant par les militants des droits autochtones est que le parti au pouvoir, la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) n'a pas honoré les promesses du manifeste préélectoral d'éradiquer les politiques néfastes qui restreignent les libertés fondamentales telles que le droit de réunion et d'expression pacifique. En outre, les objectifs déclarés de la NLD pour la « réconciliation nationale » via les forums de Panglong du 21^{ème} siècle sont actuellement au point mort, avec une escalade des conflits dans de nombreux États et régions ethniques. La NLD, dirigée par Aung San Suu Kyi en tant que conseillère d'État, coexiste avec l'armée, qui conserve 25 % des sièges non élus à la *Hluttaw* (Chambre des représentants), lui permettant un veto sur le changement constitutionnel ainsi que trois ministres du gouvernement et l'un des deux vice-présidents.

Le Myanmar a voté en faveur de la DNUDPA, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007, mais n'a pas signé la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ICERD) et n'a pas non plus ratifié la Convention OIT N°. 169. Elle est partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de

discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et à la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) mais a voté contre un projet de loi visant à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques en vertu de la raison pour laquelle il s'agissait d'une menace pour la souveraineté nationale. En 2017, le Myanmar est devenu le 165^{ème} État partie au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).

Événements en 2020

Le 1^{er} février 2021, quelques heures avant la première session du parlement nouvellement élu du Myanmar, la *Tatmadaw* (l'armée du Myanmar) a déclaré l'état d'urgence, annulé les résultats des élections et déposé les dirigeants civils. Au moment de cette publication, il est trop tôt pour évaluer l'impact de ces derniers événements, on peut s'attendre à ce qu'ils changent le cours et les résultats des processus décrits dans ce chapitre.

Elections

Les élections ont eu lieu au Myanmar malgré la demande de leur report par le USDP (*Union Solidarity Party* – soutenu par l'armée et par 24 autres partis en raison des vagues de COVID-19 et des confinements qui en ont résulté au Myanmar³. Le NLD (*National League for Democracy*) conduit par Aung San Suu Kyi a remporté plus de 390 sièges dans les chambres hautes et basses du parlement, 60 sièges de plus que nécessaire pour former le prochain gouvernement (le minimum requis est 322). Ces résultats surpassent la victoire écrasante du NLD en 2015.⁴

Les élections furent largement critiquées en raison de la privation des droits et de la marginalisation imposée aux réfugiés et populations déplacées *Rohingyas*, qui, n'étant pas reconnus comme des citoyens, ont été exclus du droit de participer à des élections jugées relever de l'apartheid.⁵ Les candidats *Rohingyas* furent aussi empêchés de contester les élections ⁶. De plus, le 16 octobre la *Union Election Commission* (UEC) nommée par le NLD annonça l'annulation des élections dans 6 communes de l'Etat Shan et dans des centaines de villages des Etats Shan et Karen, dans la région de Bago, ainsi que dans l'Etat Mon⁷. L' UEC a aussi annulé les élections des communes du nord de l'Etat Rakhine en conflit, et dans la majorité des villages sur le territoire de la commune de Paletwa dans l'Etat Chin⁸. Ceci fut dénoncé comme une manœuvre menée par le NLD pour refuser des sièges aux partis ethniques au nom de motifs vagues de sécurité, et qui eut pour effet de balayer la majorité des circonscriptions électorales Rakhine et de priver de leurs droits 73 % de ses 1,6 millions d'électeurs, tout en maintenant les circonscriptions du sud où le NLD était plus fortement implanté ⁹.

Durant la période précédant les élections, en mars, le NLD a rejeté un projet d'amendement à la constitution soutenu par les partis ethniques et le USDP, qui aurait accordé aux parlements des Etats et des régions la possibilité de choisir des ministres opposés aux décisions mises en application par décrets présidentiels¹⁰. Ceci aurait permis aux partis ethniques, s'ils y réussissaient, de gouverner leurs propres Etats en prenant appui sur un mandat local, et renforcer le processus de décentralisation. Le blocage de cet amendement a paru en contradiction avec la promesse faite par le NLD d'instituer une « démocratie fédérale » et une meilleure représentation dans les Etats ethniques¹¹. Le NLD a par la suite

soutenu que cette réforme ne pourrait intervenir que lorsque l'attribution constitutionnelle de 25 % des sièges à la *Tatmadaw* dans tous les *Hluttaws* (chambres parlementaires) aurait été supprimée¹².

Une poignée de sièges ont été obtenus par les partis politiques ethniques dans les Etats Kayah, Mon et Shan. A la suite de sa victoire écrasante, le NLD a envoyé des lettres officielles aux 38 partis ethniques titrées « *L'enjeu de l'unité et de l'avenir du Myanmar* » signées par son vice-président, Zaw Myint Maung. La lettre déclarait que :

« Les objectifs des partis ethniques s'alignent sur ceux du NLD et notre parti se centrera sur les souhaits et désirs des peuples ethniques à l'avenir, le NLD espère que les partis politiques ethniques coopéreront et travailleront avec le NLD «à construire une union démocratique fédérale»¹³.

Il n'y eut pas de réponse de la part de la Ligue des nationalités Shan pour la démocratie – le parti ethnique le plus fort - ni du Parti d'Unité Mon, qui a gagné du terrain dans l'Etat Mon, cependant les chefs des deux partis ont déclaré à la presse qu'ils accueillaient favorablement ce geste¹⁴.

A la suite des élections, l'aile militaire du gouvernement annonça la création d'un *Comité unilatéral permanent* « *pour poursuivre les pourparlers de paix aussi vite que possible* » avec les groupes armés ethniques¹⁵. Ce comité, composé des cinq lieutenants-généraux, ne comportait aucun représentant civil et marquait une division croissante entre l'armée et le NLD. Il engagera les négociations avec à la fois les signataires de l'accord de cessez-le-feu national (NCA) et avec les groupes armés ethniques non signataires¹⁶.

COVID-19

On ne sait pas répertorier exactement le nombre de décès et de contaminations au Myanmar par manque de recueil de données et de tests¹⁷. A la fin décembre, le gouvernement avait recensé 2 532 décès dus au virus¹⁸, cependant, aucun test n'a été pratiqué dans les camps de personnes déplacées dans le pays¹⁹. L'aide du gouvernement a aussi été variable.

Le Plan de soutien économique COVID 19 d'avril 2020 « *Surmonter tous ensemble* »²⁰, qui devait fournir des dons inconditionnels en argent et en nourriture aux foyers vulnérables et aux populations à risques, n'a pas rempli ses objectifs « *de ne laisser personne de côté* » au Myanmar du sud-est, ne venant en aide qu'aux seuls villageois habitant dans des zones contrôlées par le gouvernement²¹. La réponse politique à la pandémie, cependant, telle qu'elle a été endossée par le gouvernement NLD, a laissé l'armée du Myanmar utiliser la COVID 19 comme moyen pour intensifier la répression des communautés ethniques, des défenseurs des droits de l'homme et des médias²².

Le jour même de l'annonce officielle par le gouvernement des premiers cas de COVID-19 au Myanmar, le Président Win Myint a également déclaré que l'Armée Arakan (AA), son aile politique La ligue Unie de l'Arakan (ULA) et les groupes et individus affiliés constituaient des organisations terroristes tombant sous la *Loi anti-terroriste de 2014*²³. Déclarer que

l'AA « constituait un danger pour la loi et l'ordre, la paix et la stabilité du pays et la paix publique », revenait à déclarer le groupe armé illégal selon la Section 15(2) de la *Loi sur les associations illégales* ²⁴. Il en a résulté une escalade dans les frappes aériennes et violations du droit international humanitaire (IHL) dans les Etats Rakhine et Chin.

De même, le 23 mars, le Ministre des transports et des communications émit une directive ordonnant à tous les fournisseurs d'accès de bloquer plus de 220 sites sur internet accusés de diffuser des « fake news »²⁵. La directive incluait de multiples sites ethniques indépendants qui avaient donné des informations sur les conflits et l'actualité de la pandémie de coronavirus, tels que le *Narinjara et Development Media Group* de l'Etat de Rakhine, et le Centre d'information Karen.

Pendant l'année 2020, une vague de poursuites judiciaires fut intentée à des journalistes et des militants sur les réseaux sociaux en prenant appui sur le Code pénal du Myanmar, la *Loi sur la gestion des catastrophes naturelles* et la *Loi sur les Télécommunications*, pour avoir diffusé de « fausses informations » sur la Covid 19. Nombre de ces poursuites étaient liées au COVID 19 et aux efforts du gouvernement pour contrôler les récits concernant la pandémie²⁷.

Le troisième comité d'Union dirigé par le Vice-Président U Myint Swe nommé à ce poste par l'armée, avec une forte représentation de l'armée mais sans aucune du Ministre de la Santé et des sports, était chargé de prendre des mesures d'urgence. L'équipe de travail comprenait les trois membres du cabinet de Aung San Suu Kyi nommés par l'armée, le Ministre de la Défense, le Ministre de l'intérieur et le Ministre des affaires frontalières. Cinq ministres civils furent aussi inclus. Les pouvoirs étendus du comité pour poursuivre toute personne considérée comme diffusant de « fausses informations » et le fait qu'il était dirigé par un ancien puissant général prouvaient bien que la Tatmadaw exerçait le pouvoir en réponse à la COVID 19 ²⁸.

Le blocage d'Internet imposé par le gouvernement en juin 2019 a perduré dans 8 municipalités en conflit dans le Rakhine du nord et dans le sud de l'Etat Chin, laissant les communautés de ces régions empêchées de recevoir ou d'échanger toute information sur la guerre civile en cours ni sur la pandémie de COVID-19. Cela fit l'objet d'une continuelle et large critique de la part de la société civile²⁹ et du précédent Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits humains au Myanmar, Yanghee Lee, qui appela à un « rétablissement de l'internet mobile dans toutes les régions des Etats Rakhine et Chan »³⁰.

Après que l'Organisation Mondiale de la Santé ait officiellement déclaré la COVID 19 une pandémie mondiale ³¹, le Secrétaire Général des Nations Unies Antonio Guterres appela à un cessez-le-feu général en réponse à la crise ³². En dépit des appels lancés par les organes des Nations Unies ³³, les missions diplomatiques ³⁴, la société civile ³⁵, les Organisations ethniques armées (EAOs ³⁶) pour instaurer un cessez-le-feu, l'armée a intensifié les hostilités et les opérations à Paletwa et dans le Rakhine du nord. En février, mars et avril, la commune de Paletwa a subi les pires atrocités jamais commises par l'Etat depuis 2015 car la *Tatmadaw* a lancé des frappes aériennes indiscriminées sur la région frontalière entre les Etats Rakhine et Chin. Pendant les seuls mois de mars et avril, 31 civils ont péri et bien plus

ont été blessés dans ces raids aériens. Par conséquent, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur des Etats Chin et Rakhine a plus que doublé en 2020. Plus de 10 000 personnes³⁷ sont actuellement déplacées dans l'Etat Chin, et plus de 80 000 personnes nouvellement déplacées dans l'Etat Rakhine³⁸. En avril, Yanghee Lee, le rapporteur spécial sortant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, a dit lors d'une déclaration que les forces armées du pays intensifiaient ses assauts et ciblaient les populations civiles pendant que le monde « était occupé avec la pandémie de COVID-19 »³⁹.

L'examen périodique universel

En janvier 2021, le Myanmar fera l'objet du 3^{ème} cycle de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme (HCR).

Dans le résumé du rapport des parties prenantes, les droits des peuples autochtones ont été soulignés à plusieurs reprises. Il a été pointé que le manque de reconnaissance formelle juridique continue d'entraver les droits des peuples autochtones à leur représentation, consultation et participation dans les processus de décision. Les peuples autochtones, est-il indiqué, sont faiblement représentés dans les ministères, les postes élevées de la fonction publique. Par conséquent, de nombreuses lois, politiques et pratiques sapent les coutumes autochtones et ne sont pas conformes aux normes internationales en vigueur. De plus, une série de lois nouvelles, qui ont un impact direct sur les peuples autochtones, telles que la *Loi forestière* de 2018 et la *Loi sur la conservation de la biodiversité et sur les zones protégées* de 2018 ne mentionnent pas spécifiquement les peuples autochtones (*htanay-taing-yin-tha*)⁴⁰.

Ainsi, les problèmes que pose l'accaparement de terres appuyé par l'Etat ont été soulevés ; par exemple, de grandes zones ont été confisquées au sein du Domaine forestier permanent de l'État, dont la mise en place a été effectuée sans le consentement préalable, libre et éclairé des communautés locales⁴¹.

Les amendements à la *Loi sur la gestion des terres en friches, en jachères ou laissées vacantes* de 2018 (Voir Monde autochtone 2020⁴²), a ouvert la voie au déplacement ou à la criminalisation des personnes qui ne parvenaient pas à respecter le délai de 6 mois pour enregistrer leurs terres.

De plus, le modèle prévalent des grands projets de développement, tels que les ports en eau profonde, les barrages hydro-électriques ou les routes ont continué d'alimenter les griefs des communautés autochtones concernant leurs droits fonciers et leur autonomie dans l'utilisation de leurs terres traditionnelles, et les injustices sociales et environnementales qui en résultent⁴³.

Le résumé du rapport a aussi pointé que les défenseurs des droits de l'homme environnementaux et autochtones se battaient pour protéger leurs terres, leur environnement et leurs ressources naturelles, et qu'ils étaient criminalisés, harcelés et tués dans leur combat pour empêcher l'accaparement de terres et les impacts environnementaux négatifs⁴⁴.

De même que les services de santé et d'éducation dans les régions autochtones souffrent d'un manque chronique de ressources et de personnel, de même il n'y a pas suffisamment d'écoles et d'enseignants dûment qualifiés.

Le rapport rendu par le gouvernement au HCR a souligné la création de certaines institutions telles que le Ministère des affaires ethniques, à qui il était donné pour objectif de donner des droits de citoyens égaux à tous les peuples autochtones, de protéger la littérature ethnique, et de préserver et favoriser l'unité ethnique et le développement socio-économique. Le gouvernement mettait en avant également des lois telles que la Loi de protection des droits ethniques de 2015, qui prévoit que

« *Nul ne peut commettre tout acte avec pour intention ou de nature à favoriser des sentiments de haine, d'inimitié ou de discorde au sein de groupes ethniques* »⁴⁷.

La reconnaissance internationale des aires protégées par les communautés autochtones et locales

Le *Salween Peace Park* (SPP) a été lauréat en juin du Prix Equateur 2020. Le SPP est une initiative communautaire qui lutte pour permettre à des communautés autochtones de gérer leurs ressources naturelles. Le SPP s'étend sur 5,485 km² de terres riches en biodiversité dans le district de Mutraw de l'Etat Karen, il est géré de manière durable par les communautés autochtones Karen à travers une structure de gestion démocratique et inclusive qui donne leur place aux populations locales comme aux dirigeants.⁴⁸

Le SPP est un exemple d'autodétermination autochtone qui a surmonté la complexité de la gestion des terres et des ressources au Myanmar. Tandis que la Politique nationale foncière (NLUP) - qui cherche à « *reconnaître et protéger les droits et procédures foncières coutumiers des nationalités ethniques* »⁴⁹ et *harmoniser la myriade de lois foncières qui se superposent* » - reste loin d'être appliquée, et que le Parc demeure militarisé et non reconnu par le gouvernement d'union, le SPP donne un exemple d'activités de conservation qui ne recherchent pas la reconnaissance de la bureaucratie centralisée du Myanmar et résistent à l'accaparement de terres mené au profit de projets de développement commerciaux.

Notes and références

1. Coalition of Indigenous Peoples in Myanmar. "Joint Submission to the UN Universal Periodic Review". March 2015.
2. Section 3 of the "*Burma Citizenship Law 1982, Pyithu Hluttaw Law No 4 of 1982*".
3. Myanmar Now. "NLD dismisses calls to postpone election because of Covid-19 outbreak." 16 September 2020. <https://www.myanmar-now.org/en/news/nld-dismisses-calls-to-postpone-election-because-of-covid-19-outbreak>
4. US-ASEAN Business Council. "Myanmar Analytical Update: Ruling NLD Party Wins 2020 General Elections in a

- Landslide; Will Form New Government.” <https://www.usasean.org/article/2020/11/12/myanmar-analytical-update- ruling-nld-party-wins-2020-general-elections-landslide>
5. Burma Campaign UK. “An Apartheid Election Less Free and Fair than the Last.” 5 November 2020. <https://burmacampaign.org.uk/an-apartheid-election-less- free-and-fair-than-the-last/>
 6. Aljazeera. “Myanmar bars Rohingya candidate from contesting election.” 12 August 2020. <https://www.aljazeera.com/news/2020/8/12/myanmar-bars- rohingya-candidate-from-contesting-election>
 7. Burma News International, “UEC Cancels Voting in Nearly All Paletwa Village Tracts.” 2 November 2020. <https://www.bnionline.net/en/news/uec-cancels- voting-nearly-all-paletwa-village-tracts>
 8. Union Election Commission. “2020 General Elections Cancelled Areas.” Myanmar Information Management Unit, 27 October 2020. http://themimu. info/sites/themimu.info/files/documents/Map_2020_Election_Cancelled_Areas_As_of_27_Oct_IFES_MIMU1713v02_28Oct2020_A3.pdf
 9. Dunant, Ben. “Myanmar’s Election Marks a Step Away From Peace.” The Diplomat, 4 November 2020. <https://thediplomat.com/2020/11/myanmars- election-marks-a-step-away-from-peace/>
 10. “Constitution of The Republic of the Union of Myanmar.” 2008, Section 261. <http://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/en/mm/mm009en.pdf>
 11. Aljazeera. “Myanmar bars Rohingya candidate from contesting election.” 12 August 2020. <https://www.aljazeera.com/news/2020/8/12/myanmar-bars- rohingya-candidate-from-contesting-election>
 12. Naing, Kaung Hset. “NLD olive branch leaves ethnic parties wary.” Frontier Myanmar, 16 December 2020. <https://www.frontiermyanmar.net/en/nld-olive- branch-leaves-ethnic-parties-wary/>
 13. Zaw, John. “UEC Cancels Voting in Nearly All Paletwa Village Tracts.”UCA News, 2 November 2020. <https://www.ucanews.com/news/ethnic-parties-suffer- major-losses-in-myanmar-election/90310#>
 14. Naing, Kaung Hset. “NLD olive branch leaves ethnic parties wary.” Myanmar, 16 December 2020. <https://www.frontiermyanmar.net/en/nld-olive- branch-leaves-ethnic-parties-wary/>
 15. Radio Free Asia. “Myanmar Military Launches Body For Talks With Ethnic Armies as Vote Count Goes On.” 11 December 2020. <https://www.rfa.org/english/news/ myanmar/peace-talks-committee-11102020202224.html>
 16. Burma News International. “Tatmadaw creates new committee to hold talks with ethnic armed groups.” 12 November 2020 <https://www.bnionline.net/en/ news/tatmadaw-creates-new-committee-hold-talks-ethnic-armed-groups>
 17. Kyi Soe, Aung Phay. “Missing data leaves the pandemic’s true death toll in Myanmar in the dark.” Frontier Myanmar, 19 December 2020. <https://www. frontiermyanmar.net/en/missing-data-leaves-the-pandemics-true-death-toll- in-myanmar-in-the-dark/>
 18. Myanmar Ministry of Health and Sports. “Coronavirus disease 2019 (COVID-19) situation reports (Myanmar).” 25 December 2020. <https://www.mohs.gov.mm/ page/9575>
 19. Maung, Manny. “Human Rights Watch Statement:Impacts of Covid-19 on Internally Displaced People in Myanmar.” Human Rights Watch, 14 December 2020. <https://www.hrw.org/news/2020/12/14/human-rights-watch-statement- impacts-covid-19-internally-displaced-people-myanmar>
 20. Government of the Republic of the Union of Myanmar. “Overcoming as One: COVID-19 Economic Relief Plan.” April 2020.

21. Karen Human Rights Group. "Delayed and Uneven: COVID-19 Response in Rural Southeast Myanmar, March to June 2020." October 27, 2020. <https://khr.org/2020/10/20-4-nb1/delayed-and-uneven-covid-19-response-rural-southeast-myanmar-march-june-2020#ftn11>
22. Progressive Voice. "A Nation Left Behind: Myanmar's Weaponization of COVID-19." June 2020. https://progressivevoicemyanmar.org/wp-content/uploads/2020/06/Final_PV-COVID-19_Report-2020.pdf
23. Myanmar Anti-Terrorist Central Committee, Order No. 1/2020, 23 March 2020.
24. Myanmar Ministry of Home Affairs, Order No. 1/2020, 23 March 2020.
25. Article 19. "Myanmar: Immediately lift ban on ethnic news websites." 1 April 2020. <https://www.article19.org/resources/myanmar-immediately-lift-ban-on-ethnic-news-websites/>
26. These were, among others: Narinjara News, <https://www.narinjara.com/>; 19 Development Media Group, <https://www.dmediag.com>; 20 Karen Information Center/Karen News, <http://karennews.org/>; 21 BNI Multimedia Group, <https://www.bnionline.net/en>; Progressive Voice. "A Nation Left Behind: Myanmar's Weaponization of COVID-19." June 2020. https://progressivevoicemyanmar.org/wp-content/uploads/2020/06/Final_PV-COVID-19_Report-2020.pdf
27. Article 19. "Briefing Paper: Freedom of Expression concerns related to COVID-19 Response." August 2020. <https://www.article19.org/wp-content/uploads/2020/08/2020.08.31-COVID-19-briefing-paper-Myanmar.pdf>
28. Lintner, Bertil. "Covid-19 restores Myanmar military's lost powers." Asia Times, 2 April 2020. <https://asiatimes.com/2020/04/covid-19-restores-myanmar-militarys-lost-powers/>
29. Progressive Voice. "Joint Statement Condemning One of the World's Longest Internet Shutdowns in Rakhine State." 21 December 2019. <https://progressivevoicemyanmar.org/2019/12/21/joint-statement-condemning-one-of-the-worlds-longest-internet-shutdowns-in-rakhine-state/>
30. UN OHCHR. "Myanmar must allow free flow of information and aid to protect right to health in COVID-19 crisis – UN Special Rapporteur Yanghee Lee." 9 April

L'auteur et l'éditeur de cet article sont bien conscients du différend existant entre le Myanmar et la Birmanie ; cependant, le Myanmar est utilisé systématiquement dans cet article pour éviter toute confusion.

Cet article a été produit par la **Chin Human Rights Organization** (CHRO). CHRO travaille à protéger et à promouvoir les droits de l'homme par le biais de la surveillance, de la recherche, de la documentation, de l'éducation et du plaidoyer au nom du peuple autochtone Chin et d'autres communautés ethniques/autochtones au Myanmar. L'organisation est un membre fondateur du Réseau des peuples autochtones du Myanmar, composé de plus de 20 organisations non gouvernementales engagées dans les problèmes des peuples autochtones dans le pays.

Source : **IWGIA** *The Indigenous World 2021*

Traduction pour le GITPA par **Véronique Hahn de Bykhovetz**